

ALFRED REBOUX

Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Reboux-Tourcoing : Trois mois. 12.50
Six mois. 26.50
Un an. 50.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne,
trois mois. 15 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste
en sus.
Le prix des Abonnements est payable
d'avance. — Tout abonnement continue,
jusqu'à réception d'avis contraire.

COURS DES PAPIERS

Table with 2 columns: Description (e.g., 5 0/0, 4 1/2, Emprunts) and Price (e.g., 69 05, 98 11, 103 90)

Table with 2 columns: Description (e.g., Actions Banque de France, Crédit Foncier) and Price (e.g., 3185 00, 467 00)

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 26 mai.
Change sur Londres 4.88 0/0; change
sur Paris, 5.13 3/4.
Valeur de l'or, 107 0/0.
Café good fair, (la livre) 18 7/8.
Café good Cargoes, (la livre) 19 1/2
Marché soutenu.

ROUBAIX 26 MAI 1877.

Bulletin du jour

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX

Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annonces : la ligne. . . 70 c.
Réclames : . . . 30 c.
Faits divers : . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abon-
nements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont
remises à Roubaix, au bureau du journal,
à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grande-
Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE
et C^o, 34, rue Notre-Dame des-Victoires,
(place de la Bourse); à Bruxelles, à
l'OFFICE DE PUBLICITE.

suivante à M. Krantz, commissaire gé-
néral de l'Exposition :

Paris le 24 mai.
Monsieur le commissaire général.
M. le maréchal, président de la Ré-
publique ira visiter demain les travaux
de l'Exposition. Il a pensé que cette
visite, qu'il voulait faire depuis long-
temps, ne pouvait être ajournée davan-
tage ; car il est devenu nécessaire de
rassurer les grands intérêts du travail
et de la paix contre les intrigues de ceux
qui s'efforcent de compromettre l'œuvre
de l'Exposition au profit de leurs pas-
sions politiques.

M. le président de la République
arrivera, à trois heures, sur le quai, à
l'entrée des travaux du Trocadéro ; je
vous prie de vous y trouver pour le re-
cevoir et l'accompagner. Vous voudrez
bien aussi convoquer autour de vous le
personnel placé sous vos ordres.

Agréé, etc.
Le ministre de l'Agriculture et du
commerce.

C. DE MEAUX.
M. le président de la République a
quitté, hier, l'Élysée pour se rendre au
Champ de Mars, afin de visiter les tra-
vaux de l'Exposition, qui sont poussés
avec une grande activité.

Le départ s'est effectué à 2 heures 50
minutes; le maréchal avait pris place
dans une voiture sans escorte, ayant à
ses côtés M. de Meaux, ministre de l'A-
griculture et du commerce, M. le général
d'Abzac, aide de camp, et M. le vicomte
de La Panouse.

Quelques instants après, une autre
voiture contenant des personnes de la
maison du président sortait également de
l'Élysée.

Le maréchal a trouvé, à son arrivée
au Trocadéro, un certain nombre de sé-
nateurs et de députés qui avaient dé-
mandé à l'accompagner dans cette vi-
site.

Le maréchal, arrivé au Trocadéro à
3 heures précises, y a été reçu par MM.
Krantz ; Félix Voisin, préfet de police,
Ferdinand Duval, préfet de la Seine ; de
Ladmirault, Anzart, chef de la police
municipale, etc.

Le maréchal, prenant la parole a
dit :

Messieurs, les bruits qui ont couru
relativement à l'ajournement de l'Expo-
sition universelle m'ont engagé à vous
faire cette visite, je tiens à vous dire
que cette Exposition aura lieu dans les
conditions et à la date fixées, c'est-à-
dire le 1^{er} mai 1878.

Je veux encore vous dire que je
tiens essentiellement à assurer la liberté
du travail.

Après ces paroles, le maréchal a de-
mandé à voir les plans de l'Exposition,
qui lui ont été immédiatement communi-
qués à l'agence des travaux par M.
Krantz lui-même.

Nous avons reçu, ce matin, la commu-
nication suivante :
Le Ministre de l'Intérieur au Préfet
du Nord.

Paris, 25 mai, 6 heures soir.
Le Maréchal a visité aujourd'hui les
travaux de l'Exposition accompagné
d'une suite nombreuse et chaleureuse-
ment accueilli sur son passage.

Il a dit qu'il était venu pour mettre
un terme aux inquiétudes qu'on essaie
de répandre par calcul politique contre
une entreprise nationale. Il a ajouté que
l'Exposition ne serait ni retardée ni trou-
blée.

Ce qu'il a voulu, ce qu'il veut ferme-
ment, c'est assurer la sécurité du tra-
vail, qui seule peut faire réussir cette
grande entreprise.

Pour copie conforme :
Le préfet du Nord,
LIZOT.

Un incident regrettable

On télégraphie de Berlin, le 24, à la
Gazette de Cologne :
« La Gazette de l'Allemagne du Nord
reçoit de Metz le renseignement suivant
qu'elle publie en déclarant qu'elle ne
peut garantir l'exactitude des détails. »

Deux officiers de notre garnison
s'étaient rendus à Nancy, vêtus en ci-
vils, le deuxième jour de la Pentecôte.

Dieu sait comment on reconnut que
ces deux messieurs étaient des offi-
ciers allemands. En un clin-d'œil,
ils se virent assaillis par une foule
nombreuse, dans laquelle se trouvaient
plusieurs soldats, et qui leur adressa
de telles menaces qu'ils craignirent
pour leur vie.

Ils aperçurent dans la rue une voi-
ture de tramway, s'y précipitèrent et
firent connaître en peu de mots leur
périlleuse situation au cocher qui sa-
vait l'allemand.

Ce brave homme fouetta ses chevaux
et la voiture s'éloigna rapidement suivie
d'une foule de gens qui poussaient des
hurlements parmi lesquels les soldats
français se faisaient remarquer par leurs
cris et leurs gestes furibonds.

La voiture arrive au relais, les che-
vaux sont fatigués ; le cocher les détel-
le et en attelle d'autres. Il est sur le
point de repartir, lorsque la foule furieu-
se atteint la voiture, arrête les chevaux
coupe les traits et pénètre dans l'intérieur
du véhicule. Les premiers assaillants
sont des soldats.

Des officiers français passent, à ce
moment des gens furieux leur racontent
cette brutale attaque ; ils s'éloignent
avec indifférence.

Les deux victimes de la revanche ont
été maltraitées de la façon la plus horri-
ble. Un des officiers est dans un état
qui inspire les craintes les plus graves.

Ces faits m'ont été racontés par un
Allemand qui a été témoin de la scène,
mais qui n'a malheureusement pas pu
porter secours aux deux officiers maltraités.

On écrit de Nancy, le 24 mai, à
l'Agence Havas :

Il s'est produit, à Nancy, un inci-
dent sur lequel nous pouvons donner
les détails suivants : « Deux officiers
allemands se trouvaient, lundi dernier,
dans notre ville. Rencontrés à sept heu-
res du soir par deux individus dans un
état d'ivresse évidente, ils furent suivis
par ces hommes qui leur adressèrent à
haute voix des paroles injurieuses. Cette
scène retint les passants et provoqua
un rassemblement. — Les officiers alle-
mands montèrent dans un tramway. Le
commissaire de police, prévenu, se ren-
dit immédiatement sur les lieux et fit
dégager le tramway. Il reconduisit les
officiers allemands à leur hôtel, et là, il
leur fit des excuses et leur donna l'as-
surance que ces faits seraient sévère-
ment réprimés. — Les officiers remer-
cièrent le commissaire et le prièrent de
ne pas ébruiter cette affaire. — Les
deux hommes ivres, premiers auteurs
de l'incident, ont été immédiatement
arrêtés et vont passer devant les tribu-
naux. »

Le nouveau ministre de la Marine

Le vice-amiral Gicquel des Touches,
auquel un décret vient de conférer le
portefeuille de la marine, a commencé
sa carrière en 1833. Sorti le premier de
l'École navale en qualité d'aspirant, il
navigua sans interruption pendant dix
années consécutives et parcourut ainsi
le monde entier.

Lieutenant de vaisseau en 1843, il ac-
compagna le prince de Joinville sur la
Belle-Poué, allant chercher à Sainte-
Hélène les cendres de Napoléon I^{er}. En
1849, il fut chef d'état-major par intérim
de l'escadre française envoyée à Civita-
Vecchia pendant le siège de Rome. No-
mé à cette époque capitaine de frégate,
il suivit en qualité d'aide de camp l'amiral
Tréhouart, chargé d'une mission dans
le Levant. Il contribua efficacement au
repatrimoine de nos troupes après la guer-
re d'Orient.

De 1858 à 1861, M. Gicquel des Tou-
ches fut capitaine de vaisseau et chef
d'état-major de l'escadre de la Méditerra-
née, commandée par l'amiral, Le Bar-
bier de Tinan. Il prit part, en cette
qualité, à l'expédition de Syrie. En 1866
la direction du personnel au ministère
de la marine lui fut confiée. Dès lors, sa
carrière est rapide. En 1867, il est con-
tre-amiral et inspecteur général des
ports de Brest et de Toulon ; 1868, com-
mandant en sous-ordre de l'escadre d'é-
volutions ; en 1869, grand-officier de la
Légion d'honneur ; en 1872, préfet mari-
time à Lorient ; en 1875, vice-amiral.

Nul doute que, dans les hautes fonc-
tions auxquelles il vient d'être appelé,
le vice-amiral Gicquel des Touches ne
rende au pays et à la marine de nou-
veaux services.

LETTRES DE PARIS

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 25 mai 1877.
Le maréchal de Mac-Mahon va, au-
jourd'hui, au Champ de Mars, sous pré-
texte de visiter les travaux de l'Expo-
sition universelle. Jedis « sous prétexte »
parce que la curiosité personnelle n'est,
combien vous pensez, pour rien dans
cette visite. Le but qu'on poursuit est
double.

Il importe d'abord de protester contre
les bruits répandus au sujet d'un
prétendu projet d'ajournement de l'ex-
position universelle. C'est, comme vous
le savez, depuis le 16 mai, un des thèmes
favoris des journaux de la gauche.
Autant, il y a quelques mois, ils se mon-
traient susceptibles lorsqu'on exprimait
quelques appréhensions, au sujet des
cortèges défilés laissés aux constructeurs
et de la situation inquiétante de l'Europe,
autant maintenant ils s'empressent
d'affirmer qu'il a suffi de l'évolution gou-
vernementale du 16 mai pour compro-
mettre, à jamais, le succès de l'exposition
projetée. Le maréchal de Mac-Mahon se
rend au champ de Mars pour protester
contre ces rumeurs et dans la courte al-
location qu'il doit prononcer à cette oc-
casion, il affirmera que rien n'est chan-
gé aux intentions du gouvernement.

Dans cette même allocution, se trou-
vera dit-on, un passage affirmant avec
énergie la politique conservatrice et sa
ferme résolution de persévérer dans la
voie où il est entré le 16 mai.

On assure que le texte de l'allocation
du maréchal sera affiché, ce soir ou de-
main matin, dans Paris et dans les prin-
cipales villes de France.

A propos de cette visite du maréchal,
il me faut bien vous dire un mot de ce

qu'on appelle la question Krantz. Vous
savez que le commissaire général de
l'Exposition a signé le manifeste des
gauches, mais que, malgré cette démar-
che hostile au cabinet et au maréchal,
il n'a pas donné sa démission et a ma-
nifesté son intention de conserver des
fonctions qui n'ont rien de politique.
Cette détermination a fourni matière à
une polémique assez vive dans les jour-
naux. La vérité est qu'on ne révoquera
pas M. Krantz et qu'on est décidé à at-
tendre qu'il donne sa démission, s'il le
juge convenable. Tout ce que je puis
dire, c'est que les rapports sont exco-
sivement tendus entre lui et le mini-
stre du commerce.

M. le duc de Broglie a présidé la
séance du conseil d'Etat, et a prononcé,
à cette occasion, un discours qui sera
communiqué, dit-on, aux journaux. Ce
discours, dont je reçois le texte, n'a
aucun caractère politique. Tout s'est
borné aux banales félicitations d'usage
en pareil cas. M. Andral, président, a
rappelé en commençant que le père de
M. de Broglie avait présidé le conseil
d'Etat, allusion qui a paru toucher vive-
ment le président du Conseil.

Le directeur de la presse, M. Lave-
dan, s'est installé dès aujourd'hui, au
ministère de l'intérieur. Une surveillance
très-active va, dit-on, être exercée par
cette direction sur la presse de toute
opinion. On serait notamment résolu à
ne pas tolérer plus longtemps le sys-
tème d'outrages au maréchal de Mac-
Mahon, qui était devenu, en quelque
sorte, une habitude chez les journaux
radicaux.

On est, du reste, très-frappé dans le
monde officiel de voir à quel point les
journaux du centre gauche ont, depuis
quelques jours, modéré le ton de leur
polémique. On croit savoir que, dans ce
parti, on voudrait amener une sorte de
réconciliation, en ce sens que la cham-
bre voterait le budget moyennant quoi
elle ne serait pas dissoute. Ce qui pousse
dans cette voie le centre gauche et un
peu la gauche, c'est que des renseigne-
ments venus de province disent les po-
pulations très-faibles des derniers
événements et surtout impressionnées
par ce fait, que la lutte est désormais
entre le maréchal et M. Gambetta.

C'est décidément demain que part
le mouvement sous-préfectoral. Quant à
la date de mardi indiquée pour la pu-
blication du mouvement judiciaire, elle
n'est rien moins que certaine et je persiste
à croire, que cette publication n'aura pas
lieu avant jeudi au plus tôt.

La réception de l'Élysée, hier soir,
était, comme celle de jeudi dernier, re-
marquable par l'immense affluence des
visiteurs qui s'y pressait. C'était une
nouvelle manifestation de sympathie de
la haute société parisienne. On remar-
quait beaucoup la bonne humeur de M.
de Broglie. Le président du conseil ra-
contait à ses amis qu'il avait reçu de
province, les nouvelles les plus satisfai-
santes sur l'impression produite par les
derniers événements.

Vous savez que le maréchal de Mac-
Mahon part demain pour Compiègne. Le
président de la République prononcera,
dit-on, dans cette ville un discours poli-
tique. On serait résolu d'ailleurs à mul-
tiplier les occasions de mettre le maré-
chal en rapports avec le pays. On est
persuadé que ce rapprochement ne peut
produire que d'excellents résultats.

Ainsi que vous le faisiez prévoir ma
lettre d'hier, les journaux légitimistes
s'abstiennent de toutes récriminations, à
propos de la mesure qui a dû être prise

Feuilleton du Journal de Roubaix
DU 27 MAI 1877.

PAUVRE CATARGY

Deux jours se passèrent, puis dix, et
la montre était toujours là. Le onzième
jour enfin, Catargy reçut du pays une
lettre que son père terminait par ces
mots : « Ta mère et la sœur voudraient
bien te voir avec tes beaux uniformes ;
et je suis sûr, moi, que tu fais le Faraud
avec la montre du grand père.....
Garde-la, Pierrot, elle te portera bon-
heur. »

Il n'y avait plus à hésiter, Catargy
regarda, pour la dernière fois, la petite
montre qui frétillait au clou et qui
semblait lui dire dans son langage :
« Oh ! garde-moi, monsieur le doc-
teur... voyez comme je suis gentille....
puis on est si bien chez vous, et vous
m'aimez tant ! »

— Monsieur, lui dit-il, je viens vous
rapporter votre montre et rechercher la
miennne.

L'horloger partit d'un éclat de rire.
— Si c'est une plaisanterie, jeune
homme, je vous déclare qu'elle est mau-
vaise... Il y a six jours que votre mon-
tre est fondue ; quant à l'autre elle est
à vous, bien à vous.

Mais... observa Catargy, qui
sentit un frisson.

— Il n'y a pas de mais ; vous vous
figurez, jeune homme, qu'on peut gar-
der une montre douze ou quinze
jours... mais je l'aurais vendue six
fois depuis le jour où vous l'avez
prise.

Mais je ne puis la garder, dit
résolument Catargy.

Laissez-la ou gardez-la... cette
montre est vendue... Je vous le ré-
pète, elle est à vous, bien à vous.

Catargy laissa la montre sur le com-
ptoir et sortit.

Quinze jours après, Catargy arrivait
à Verdun et goûta pendant quelque
temps, dans cette ville un calme rela-
tif. Un jour pourtant un huissier, l'ar-
rêtant au passage, lui dit qu'il était
chargé de recouvrer une somme de 187
francs pour capital intérêts et frais,
somme que le docteur devait à un hor-
loger de Limoges.

Monsieur, interrompit Catargy,
veuillez m'accorder cinq minutes d'atten-
tion...

Monsieur ce n'est pas mon affaire.
Voulez-vous payer, oui ou non ?

Non, mille fois non !
L'huissier se retira. On prit quelques
jours après, contre Catargy un juge-
ment par défaut.

Le surlendemain un adjudant appor-
tait à Catargy une note du colonel,
ainsi conçue : « Si l'aide-major Ca-
targy n'a pas payé, dans les quarante-
huit heures, la somme qui lui est ré-
clamée, il gardera les arrêts pendant
huit jours. »

Catargy fit ses arrêts et eût bientôt
l'occasion de fuir cette ville maudite.
Un de ses camarade d'école, qui avait
eu une vive altercation avec son mé-
decin-major, lui offrit de permuter.

Toutes les formalités sont remplies,
lui écrivait-il, il ne manque plus que
ton consentement. »

Monsieur, dit Catargy, veuillez
m'accorder cinq minutes d'attention...

Monsieur, j'obéis à une consigne...
Voulez-vous payer ?

Je ne paierai pas.
Le soir même Catargy était mandé
chez le colonel; c'était, s'il m'en sou-
vient bien, le colonel O'Farrel, un dur
à cuire celui-là, comme disent les trou-
piers.

Monsieur, vous débutez mal dans
mon régiment; vous allez payer immé-
diatement la somme qui vous est ré-
clamée.

Faites-moi l'honneur, mon col-
onel, de m'accorder cinq minutes d'at-
tention.

Rien du tout, monsieur, vous
devez vous estimer heureux que je n'ai
point rendu compte au ministre.

Mon colonel, si le ministre me don-
nait tort, c'est qu'il protégerait les co-
quins.

Comment monsieur, vous man-
quez de respect à Son Excellence le
ministre de la guerre !...

Mais mon colonel, je n'ai pas
dit...
— Assez, monsieur, vous garderez
les arrêts de rigueur pendant quinze
jours.

Chaussée, qui servait, à cette époque,
de prison militaire.

Pauvre Catargy ! Il perdit l'appétit
et le sommeil, il fallut sa robuste con-
stitution pour résister à l'ennui et au
chagrin. Il était autorisé à monter qua-
tre heures par jour sur la plate-forme
supérieure qui servait de promenoir.

Là, par l'embrasement d'un des cré-
neaux qui couronnaient les tours, il
contemplant tristement la campagne, et
les fraîches senteurs des foins nouvellement
coupés arrivaient jusqu'à lui.

Il se reportait en pensée à son vil-
lage, il revoyait son père, sa mère et sa
sœur, Nicole, qu'il avait laissée pres-
que enfant et qui devait être une belle
et grande jeune fille bonne à marier...
il conduisait les chevaux à l'abreu-
voir... il chargeait une belle voiture
de foin qu'il ramenait triomphant en
claquant du fouet... plus tard il allait
à la moisson, en compagnie de jeunes
filles rieuses sous leurs hâtelles rouges
et bleues... plus tard encore c'était la
fête du village, avec les danses sous le
grand chêne... alors il songeait avec
quelque amertume au maître d'école et
au curé qui avaient voulu fuir de lui un
savant. — « Que ne m'ont-ils laissé
paysan, s'écriait-il, je serais heureux,
là-bas, tandis qu'ici... Et le pauvre
jeune homme sentait son cœur se gon-
fler et pleurer.

Quand vint le jour de la liberté, Ca-

targy alla, selon la coutume, faire sa
visite d'élargissement au colonel et re-
prendre son épée.

Monsieur, dit le colonel, vous
comprenez que je ne tenais nullement
à conserver dans mon régiment un
médecin endetté et indiscipliné; j'ai
donc demandé et obtenu votre envoi
en Afrique. Tenez-vous prêt à partir
aussitôt après que l'ordre de départ
sera arrivé.

III.

Une année s'est écoulée, Catargy est
à Constantine. Depuis son arrivée en
Afrique, il n'a plus entendu parler de
rien.

On aura, sans doute, perdu ma
trace, se disait-il, ou plutôt ce mé-
chant homme aura compris ce qu'il y
avait d'injuste et d'inhumain dans ces
poursuites; car, enfin, je ne possède pas
sa montre et il a gardé la mienne mo-
deste souvenir de famille que je n'au-
rais jamais dû quitter. Il respirait plus
à l'aise et renouait à la confiance. Un
soir, il se promenait pensif sur le pont
d'El-Kantara, il écoutait le bruit sou-
terrain du Rummel, ce torrent qui
coule au fond d'un ravin à une telle
profondeur qu'on l'entend, mais qu'on
ne le voit pas. Il est accosté par un
individu qu'il ne connaissait pas.

(A suivre).